Le Président, John F. Kennedy

Washington, D.C.

Le 10 juin 1963,

Président Anderson, membres de la faculté, membres du conseil d’administration, hôtes de marque, sénateur Bob Byrd, ami de longue date qui a obtenu son diplôme en droit après de nombreuses années de cours du soir, alors que j’obtiens le mien dans les 30 prochaines minutes, mesdames et messieurs :

Je suis très fier de participer à cette cérémonie de l’*American University*, sous le patronage de l'église méthodiste, fondée par l’évêque John Fletcher Hurst et inaugurée par le Président Woodrow Wilson en 1914. Cette université jeune et dynamique a déjà exaucé les vœux de l'évêque Hurst en ce qui concerne l'étude de l'histoire et de l’administration publique, dans une ville vouée à façonner l'histoire et à diriger les affaires publiques. Pour leur participation à la création de cet établissement d’enseignement supérieur pour tous ceux qui souhaitent s’instruire, quelle que soit leur couleur ou leur foi, les méthodistes de cette région et de l’ensemble du pays méritent la reconnaissance de la nation, et je tiens à féliciter tous ceux qui reçoivent leur diplôme aujourd'hui.

Le professeur Woodrow Wilson a dit un jour que chaque homme sortant d'une université devrait être un homme dévoué à sa nation et un homme de son temps. Je suis certain que les hommes et les femmes qui ont l'honneur d’être diplômés de cet établissement continueront à mettre leur personne et leurs talents au service de l’administration et de l’intérêt général.

« Peu de choses en ce monde sont plus belles qu'une université », écrivait John Masefield dans l'hommage qu'il rendait aux universités anglaises. Et ces mots sont toujours vrais aujourd’hui. Il ne voulait parler ni des flèches des clochers, ni des tours, ni des vertes pelouses, ni des murs recouverts de lierre. Il admirait la beauté radieuse d’une université parce qu’elle représentait, disait-il, « le lieu où ceux qui haïssent l'ignorance peuvent s'efforcer de s'instruire, où ceux qui perçoivent la vérité, peuvent s'efforcer de la faire comprendre aux autres ».

J'ai donc choisi ce moment et cet endroit pour évoquer un sujet auquel l'ignorance est trop souvent associée et pour lequel la vérité est trop rarement perçue. Et c'est pourtant le sujet le plus important sur terre : la paix dans le monde.

**À quel type de paix fais-je référence ?** Quel type de paix recherchons-nous ? Non pas une *Pax Americana* imposée au monde par les armes de guerre américaines. Non pas la paix de la tombe, ni celle de la sécurité qu’offre l’esclavage. Je veux parler de la paix authentique, du type de paix qui fait que la vie sur terre vaut la peine d'être vécue, du type de paix qui permet aux hommes et aux nations de se développer, d'espérer et de construire une vie meilleure pour leurs enfants. Non seulement la paix pour les Américains, mais la paix pour tous les hommes, non seulement la paix pour notre époque, mais la paix pour les siècles à venir.

Je parle de la paix en raison du nouveau visage de la guerre. La guerre totale est absurde à une époque où les grandes puissances peuvent entretenir d’importantes forces nucléaires presque invulnérables et refuser de capituler sans y avoir recours. Elle est absurde à une époque où une seule arme nucléaire représente presque dix fois la force explosive de l’ensemble des armes utilisées par les forces aériennes alliées lors de la deuxième guerre mondiale. Elle est absurde à une époque où les substances toxiques mortelles que générerait une explosion nucléaire seraient disséminées par le vent, par l'eau, par le sol et par les graines jusqu'aux coins les plus reculés du globe et contamineraient les futures générations.

Aujourd'hui, les milliards de dollars dépensés annuellement pour acquérir des armes afin de garantir que nous n'aurons jamais besoin de les utiliser sont indispensables au maintien de la paix. Mais l'acquisition de tels stocks improductifs, qui ne peuvent que détruire et jamais créer, ne constitue certainement pas le seul moyen, et encore moins le moyen le plus efficace, d'assurer la paix.

J’évoque donc de la paix comme un aboutissement nécessaire et rationnel que doivent envisager des hommes rationnels. J'ai conscience que la quête de la paix n'est pas aussi spectaculaire que la poursuite de la guerre et que souvent, les défenseurs de la paix ne sont pas entendus. Mais aucune de nos tâches n’est plus urgente.

D’aucuns disent qu'il est inutile de parler de paix mondiale, de droit mondial ou de désarmement mondial et qu’il en sera ainsi tant que les dirigeants de l'Union soviétique n’adopteront pas une attitude plus réfléchie. J'espère qu'ils le feront et je crois que nous pouvons les y aider. Mais je crois aussi que nous devons revoir notre propre attitude, en tant qu’individus et en tant que nation. Car notre attitude est aussi fondamentale que la leur. Et chaque diplômé de cette université, chaque citoyen attentif que la guerre désespère et qui souhaite participer à la mise en œuvre de la paix, doit commencer par s'interroger, par analyser sa propre attitude vis-à-vis des possibilités de paix, vis-à-vis de l'Union soviétique, vis-à-vis du cours de la guerre froide et vis-à-vis de la liberté et de la paix ici, dans notre pays.

Commençons par examiner notre attitude vis-à-vis de la paix elle-même. Un trop grand nombre d'entre nous pense qu'elle est impossible,  qu'elle est irréelle. Mais c'est un point de vue dangereux et défaitiste. Il mène à la conclusion que la guerre est inévitable, que l'humanité est condamnée, que nous sommes dominés par des forces que nous ne pouvons contrôler.

Rien ne nous oblige à accepter ce point de vue. L’homme a créé les problèmes auxquels nous sommes confrontés, il est donc capable de les résoudre. Et l'homme peut faire preuve de grandeur lorsqu’il le décide. Aucun problème lié au destin de l’humanité n'est hors de portée des êtres humains. Le discernement et l’esprit humains ont souvent résolu ce qui semblait insoluble. Et nous croyons que cela est à nouveau possible.

Je ne fais pas allusion au concept universel et indéfectible de la paix et de la bonne volonté, dont rêvent certains esprits chimériques et fanatiques. Je ne nie pas l’importance des espoirs et des rêves, mais en faisant de cela notre seul but immédiat, nous ouvrons la porte au découragement et à l'incrédulité.

Concentrons-nous au contraire sur une paix plus pragmatique, plus facile à mettre en œuvre, fondée non sur une brusque mutation de la nature humaine, mais sur une évolution graduelle des institutions humaines, sur une série d’actions concrètes et d’accords effectifs qui sont de l’intérêt de tous. Pour obtenir cette paix, il n’existe pas de formule magique, ni de solution unique à adopter par une ou deux grandes puissances. La paix véritable doit être le résultat des efforts de nombreuses nations, le résultat de nombreuses actions. Elle ne doit pas être statique, mais dynamique et changeante pour relever le défi que représente chaque nouvelle génération. Car la paix est avant tout un processus, une manière de résoudre des problèmes.

Avec une telle paix, il y aura encore des querelles et des intérêts contradictoires, comme il en existe au sein des familles et des nations. La paix dans le monde, comme la paix dans la collectivité, n’oblige pas chaque homme à aimer son voisin. Elle exige que tous vivent ensemble en faisant preuve de tolérance, en soumettant leurs différends à un mode d'arbitrage juste et pacifique. Et l'histoire nous enseigne que l’animosité entre les nations, comme entre les individus, n’est pas immuable.  Aussi profondément enracinée que puisse sembler notre sympathie ou notre antipathie, la marche du temps et des événements permet souvent aux relations entre les nations et les pays voisins d’évoluer de façon étonnante.

Alors, persévérons. La paix n’est pas irréalisable et la guerre n’est pas inévitable. En définissant notre objectif plus précisément, en le rendant plus raisonnable et plus accessible, nous pouvons permettre à tous les peuples de le percevoir, d’en tirer une source d'espoir et de se diriger irrésistiblement vers lui.

Deuxièmement, réexaminons notre attitude vis-à-vis de l'Union soviétique. Il est décourageant de penser que les dirigeants soviétiques croient réellement ce qu’écrivent leurs services de propagande. Il est décourageant de lire un texte soviétique récent, faisant autorité en matière de stratégie militaire et d'y trouver, page après page, des allégations incroyables et sans fondement, telles que, je cite&: « les milieux impérialistes américains se préparent à déclencher différents types de guerre... une menace de guerre préventive contre l'Union soviétique, dirigée par les impérialistes américains, existe véritablement... [et que] l’objectif politique des impérialistes américains est de réduire en esclavage économique et politique les pays européens et les autres pays capitalistes... pour finir par dominer le monde... en déclenchant des guerres d'agression », fin de citation.

En vérité, comme il est écrit dans la Bible : « Le méchant s'enfuit quand nul ne le poursuit ». Néanmoins, il est triste de lire ces déclarations soviétiques, de mesurer l’étendue du gouffre qui nous sépare. Mais c'est également un avertissement, un avertissement au peuple américain pour ne pas tomber dans le même piège que les Soviétiques, pour ne pas uniquement se forger une image déformée et désespérément pessimiste de l'autre camp, de ne pas considérer les conflits comme inéluctables, les compromis comme irréalisables et les communications comme rien d’autre qu’un échange de menaces.

Aucun gouvernement, aucun système social n'est assez malveillant pour que le peuple qu'il représente soit considéré comme dépourvu de toute qualité. Nous, Américains, rejetons radicalement le communisme, car nous le considérons comme une négation de la liberté et de la dignité humaine. Mais nous sommes néanmoins capables de rendre hommage au peuple russe pour ses nombreuses réalisations dans les domaines de la science, de l'espace, du développement économique et industriel, ainsi que pour sa culture et ses actes de courage.

Parmi les nombreux points communs que partagent les citoyens de nos deux pays, aucun n'est plus fort que notre aversion commune pour la guerre. Fait presque unique entre grandes puissances mondiales, nous n'avons jamais été en guerre les uns contre les autres. Et aucune nation dans l'histoire des conflits armés n'a autant souffert que l'Union soviétique au cours de la deuxième guerre mondiale. Au moins 20 millions de personnes ont péri. Des millions et des millions de maisons et de fermes ont été brûlées ou mises à sac. Un tiers du territoire national et presque les deux-tiers de ses infrastructures industrielles ont été transformés en terrains vagues. En comparaison, cela équivaudrait à la destruction de ce tout ce qui se trouve à l'est de Chicago.

Aujourd'hui, si une guerre totale devait éclater à nouveau, qu'importe la manière, nos deux pays en seraient les cibles principales. C'est un fait ironique, mais indiscutable, que les deux premières grandes puissances mondiales sont celles qui courent le plus grand risque d’être dévastées. Tout ce que nous avons construit, ce à quoi nous avons œuvré, serait détruit au cours des premières vingt-quatre heures. Et même durant la guerre froide, qui comporte son lot de fardeaux et de dangers pour tant de nations, y compris pour nos alliés les plus proches, nos deux pays subissent la charge la plus lourde. En effet, nous dépensons tous deux en armement des montants extraordinairement élevés qui pourraient être mieux employés à combattre l'ignorance, la pauvreté et la maladie. Nous sommes prisonniers d’un cercle vicieux et dangereux dans lequel les soupçons de l’un renforcent les soupçons de l'autre, et où le développement d’armes nouvelles entraîne le développement d’armes de riposte.

En résumé, les États-Unis et ses alliés, tout comme l'Union soviétique et les siens, ont un intérêt mutuel profond à instaurer une paix juste et profitable, et à arrêter la course aux armements. Des accords dans ce sens sont de l’intérêt de l'Union Soviétique autant que du nôtre, et l'on peut croire que même la plus hostile des nations saura accepter et respecter les obligations d'un traité si elle y trouve son intérêt.

Ne laissons pas nos divergences nous aveugler. Concentrons notre attention sur nos intérêts communs et sur les moyens qui nous permettront de résoudre ces divergences. Et si nous ne pouvons mettre fin à notre désaccord dans l’immédiat, nous pouvons au moins aider à préserver la diversité du monde dans lequel nous vivons. Car, pour finir, notre point commun fondamental, c’est que nous vivons tous sur cette petite planète. Nous respirons tous le même air. Nous chérissons tous l’avenir de nos enfants. Et nous sommes tous mortels.

Troisièmement, réexaminons notre attitude vis-à-vis de la guerre froide. Rappelons-nous que nous ne sommes pas engagés dans un débat où nous chercherions à multiplier les sujets de dissension. Nous ne sommes pas ici pour distribuer des blâmes ou montrer un coupable du doigt. Nous devons prendre le monde tel qu'il est et non tel qu'il aurait pu être si l'histoire des dix-huit dernières années avait été différente.

Nous devons donc persévérer dans la recherche de la paix, en espérant que des changements constructifs au sein du bloc communiste puissent apporter des solutions qui semblent aujourd’hui hors de notre portée. Nous devons conduire nos affaires de manière qu’il soit de l'intérêt des communistes de s’entendre sur une paix véritable. Surtout, tout en continuant à défendre leurs propres intérêts vitaux, les puissances nucléaires doivent éviter les confrontations qui forcent un adversaire à choisir entre une retraite humiliante ou une guerre nucléaire. Le maintien d’une telle position à l'ère nucléaire serait la preuve de la faillite de notre politique ou l’expression d’une attitude suicidaire pour l’ensemble du monde.

Pour atteindre cet objectif, les armes de l'Amérique ne font pas œuvre de provocation, sont surveillées avec précaution, sont conçues pour être dissuasives et peuvent être employées de manière sélective. Nos forces armées ont pour objectif la paix, avec discipline et retenue. Nos diplomates ont pour mission d'éviter les points épineux inutiles et l'hostilité purement rhétorique.

Nous pouvons assurément chercher à réduire les tensions sans baisser notre garde. Et, en ce qui nous concerne, nous n'avons pas besoin de recourir aux menaces pour prouver notre résolution. Nous n'avons pas besoin de brouiller les radiodiffusions étrangères de crainte d’éroder notre foi. Nous ne voulons pas imposer notre système à tout un peuple qui n'en veut pas, mais nous voulons et nous pouvons entrer en concurrence pacifique avec d’autres peuples du monde.

En attendant, nous souhaitons renforcer l’Organisation des Nations Unies, pour aider à résoudre ses problèmes financiers, en faire un instrument de paix plus efficace, la développer en un système de sécurité effectif pour le monde entier. En faire un système capable de résoudre les différends sur la base du droit, de garantir la sécurité des grands comme des petits et de créer les conditions dans lesquelles il sera enfin possible d’abolir les armes.

En même temps, nous souhaitons maintenir la paix à l'intérieur du monde non-communiste où bon nombre de nations, toutes nos amies, sont divisées sur des questions qui affaiblissent l'unité du bloc occidental, qui invitent l'intervention communiste ou qui menacent de faire éclater la guerre. En dépit des critiques des deux bords, nous nous sommes montrés persévérants et patients dans nos efforts en Nouvelle-Guinée occidentale, au Congo, au Moyen-Orient et sur le sous-continent indien. Nous avons également essayé de servir d’exemple vis-à-vis d’autrui, en souhaitant remédier à certaines différences, petites mais significatives, avec nos voisins les plus proches du Mexique et du Canada.

Sur le sujet des autres nations, je souhaite clarifier un point particulier. Nous sommes liés à de nombreuses nations par des alliances. Ces alliances existent parce que nous partageons avec ces nations certaines préoccupations. Notre engagement pour la défense de l’Europe occidentale et de Berlin-Ouest, par exemple, reste intact compte tenu de la nature de nos intérêts vitaux. Les États-Unis ne concluront aucun marché avec l'Union soviétique aux dépens d'autres nations et d'autres peuples. Pas seulement parce qu'ils sont nos partenaires, mais également parce que leurs intérêts et les nôtres sont convergents.

Toutefois, nos intérêts convergent non seulement dans la défense des frontières de la liberté, mais également dans la poursuite des chemins menant à la paix. Nos espoirs, mais aussi l’objectif des politiques alliées, sont de convaincre l'Union soviétique qu'elle doit, elle aussi, laisser chaque nation choisir son propre avenir, à condition que cette liberté de choix n'empiète pas sur celle des autres. La doctrine communiste visant à imposer son système économique et politique à autrui est aujourd’hui la principale responsable des tensions mondiales. Il n’y a aucun doute que si toutes les nations s'abstenaient d’intervenir dans le processus d’autodétermination des autres, la paix serait beaucoup mieux garantie.

Arriver à un État de droit dans le monde, à un nouveau contexte pour les relations internationales, exige de redoubler d’effort. Cela requiert une meilleure compréhension entre les soviétiques et nous-mêmes. Et une meilleure compréhension passe par le développement des contacts et des communications. La proposition d’une ligne directe entre Moscou et Washington afin d’éviter, de chaque côté, de dangereux retards, des malentendus et des interprétations erronées des actions de l’autre en période de crise, constitue un pas dans cette direction.

Nous avons également discuté à Genève des autres mesures initiales pour le contrôle des armements, conçues afin de limiter l'intensité de la course aux armements et réduire les risques d’une guerre accidentelle. Toutefois, notre principal intérêt à long terme au niveau des instances de Genève, est la réalisation d’un désarmement général et complet, envisagé dans le cadre d’un processus par étapes, permettant à des avancées politiques parallèles d'établir les nouvelles institutions de paix qui se substitueraient aux armes. Depuis les années 20, ce gouvernement poursuit une politique de désarmement. Les trois dernières administrations s’y sont ardemment attelées. Et bien que les perspectives actuelles soient limitées, nous entendons poursuivre cet effort, pour que tous les pays, y compris le nôtre, puissent mieux comprendre les problèmes que pose le désarmement et les possibilités qu’il représente.

L’une des clés de ces négociations qui laissent entrevoir une solution, même s’il faut y consacrer une énergie nouvelle, consiste à ratifier un traité interdisant les essais nucléaires. La conclusion d'un tel traité, à la fois si proche et si lointaine, permettrait de maîtriser la spirale de la course aux armements dans l’un de ses aspects les plus dangereux. Elle permettrait aux puissances nucléaires de gérer de manière plus efficace l’un des plus grands risques auxquels l'homme fait face en cette année 1963, la prolifération des armes nucléaires. Elle améliorerait notre sécurité, elle diminuerait les perspectives de conflit militaire. Nul doute que cet objectif est suffisamment important pour que nous maintenions notre cap, en ne cédant ni à la tentation de cesser nos efforts en ce sens, ni à celle d’arrêter d’insister sur l’importance de mettre en place des garde-fous cruciaux et responsables.

Je profite donc de cette occasion pour annoncer deux décisions importantes prises à cet égard.

Premièrement, le président Khrouchtchev, le premier ministre Macmillan et moi-même avons convenu d’entamer sous peu des discussions au sommet à Moscou pour examiner la possibilité d’un accord global d'arrêt des essais nucléaires. Nos attentes doivent être tempérées par le poids de l'histoire, mais à nos espoirs se joignent ceux de toute l'humanité.

Deuxièmement, afin d’exprimer clairement notre bonne foi et notre conviction solennelle en la matière, je déclare aujourd’hui que les États-Unis proposent de ne pas effectuer d’essais nucléaires dans l'atmosphère sous réserve que d'autres États s’y engagent également. Je déclare également que nous ne serons pas les premiers à les reprendre. Une telle déclaration ne saurait remplacer les obligations d’un traité formel, mais j'espère qu'elle nous permettra d’en ratifier un. Un tel traité ne saurait également se substituer au désarmement, mais j'espère qu'il nous permettra d’y parvenir.

Enfin, mes chers concitoyens, examinons notre attitude envers la paix et la liberté dans notre propre pays. La qualité et l'idéal de notre société doivent justifier et soutenir nos efforts à l'étranger. Nous devons en faire la preuve dans la façon de mener notre vie. Beaucoup d’entre vous, diplômés aujourd'hui, auront la chance unique de le faire en travaillant bénévolement au sein du « *Peace Corps* » à l'étranger, ou chez nous, au sein du « *National Peace Corps* » dès qu’il sera constitué.

Mais où que nous soyons, nous devons vivre nos vies au quotidien avec la foi inaltérable que la paix et la liberté vont de pair. Dans un trop grand nombre de nos villes, la paix n'est pas assurée, car la liberté n’y est pas complète.

Il est de la responsabilité des pouvoirs exécutifs à tous les niveaux du gouvernement (local, fédéral et national) d’offrir cette liberté à tous les citoyens et de la protéger par tous les moyens relevant de leur autorité. Il est de la responsabilité du domaine législatif à tous les niveaux de rendre adéquat tout système qui ne l'est pas. Et il est de la responsabilité de tous les citoyens, dans toutes les régions de ce pays, de respecter les droits d’autrui et les lois en vigueur.

Tout ceci n’est pas sans rapport avec la paix dans le monde. Les Saintes Écritures nous disent « Quand l'Eternel prend plaisir aux voies de l'homme, Il apaise envers lui ses ennemis mêmes ». Et la paix n’est-elle pas, au final, un principe fondamental des droits de l'homme ? Le droit de vivre notre vie sans crainte de dévastation, le droit de respirer l'air tel que la nature nous l’offre, le droit des générations futures à une existence salubre ?

Alors que nous travaillons à protéger nos intérêts au niveau national, préservons également les intérêts de l’humanité. Car l'élimination de la guerre et des armes est clairement dans l'intérêt des deux. Néanmoins, aucun traité, même à l'avantage de tous et quelle que soit sa formulation, ne peut assurer une sécurité absolue contre les risques de supercherie et de dérobade. Mais il peut, si sa mise en œuvre est suffisamment efficace et que l'intérêt de ses signataires y est suffisamment représenté, offrir une meilleure sécurité et moins de risques qu'une course aux armements ininterrompue, illimitée et imprévisible.

Les États-Unis, comme le monde entier le sait, ne commenceront jamais une guerre. Nous ne voulons pas la guerre. Nous n'attendons pas la guerre. Cette génération d'Américains a déjà assez, plus qu’assez, souffert de la guerre, de la haine et de l’oppression. Nous y serons préparés si les autres la désirent. Nous serons vigilants pour tenter de l'arrêter. Mais nous contribuerons également à la construction d’un monde de paix, où le faible se sentira en sûreté et où les forts seront justes. Nous ne sommes ni sans ressources face à cette tâche, ni sans espoir quant à son succès. Confiants et sans peur, nous allons de l'avant, non pas vers une stratégie d'annihilation, mais bien vers une stratégie de paix.

SOURCE :

https://www.jfklibrary.org/JFK/Historic-Speeches/Multilingual-American-University-Commencement-Address/Multilingual-American-University-Commencement-Address-in-French.aspx